

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2019

أنتم
المستقبل



الشركة العامة
SOCIETE GENERALE

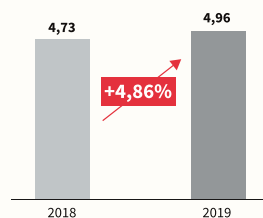
COMMUNICATION FINANCIÈRE

2019

Leader des banques marocaines ayant un actionnaire de référence internationale, Société Générale Maroc poursuit sa dynamique de croissance et confirme le bon déroulement de la feuille de route du programme stratégique « Avenir 2019-2022 ».

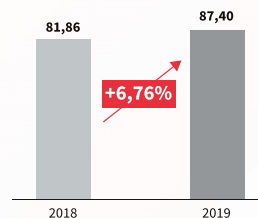
Au 31 décembre 2019, le Groupe affiche un Résultat Net consolidé de 1,24 milliards de dirhams, en hausse de plus de 8%.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ



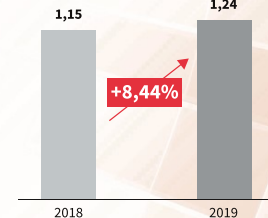
En milliards de Dhs

CRÉDITS CLIENTÈLES EN CONSOLIDÉ



En milliards de Dhs

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ



En milliards de Dhs

1. UNE FORTE CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE

Société Générale Maroc confirme son positionnement de partenaire privilégié du développement économique du pays. Au cours de l'exercice 2019, l'activité de distribution de crédits, en faveur des ménages comme pour les professionnels et les entreprises, a été soutenue. Les encours crédits ont enregistré une hausse de 5,5 GMAD, permettant d'afficher une évolution positive de +6,76% par rapport à l'exercice précédent.

2. LE RENFORCEMENT DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES TPE ET PME

En partenariat avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), Société Générale Maroc a lancé la première ligne de financement Green Value Chain (GVC). À travers cette nouvelle ligne de financement, Société Générale Maroc confirme son engagement et sa volonté d'accompagner les PME dans le développement de leur productivité et compétitivité, à l'échelle nationale et internationale.

Société Générale Maroc a également mis en place un dispositif complet d'accompagnement des jeunes entrepreneurs et TPE dans le cadre du programme Intelaka : réseau d'agences et d'experts dédiés, mesures d'accompagnement en terme d'accès au financement...

3. UN ACTEUR SOCIAL ENGAGÉ

Agir en faveur des populations défavorisées, soutenir l'inclusion financière et l'insertion professionnelle par l'éducation, la culture et le renforcement des capacités des plus jeunes... restent les axes d'intervention prioritaires de la Fondation Société Générale Maroc. En 2019, cette dernière a démontré la constance de ses engagements. En témoignent les nombreux partenariats noués pour le déploiement d'actions concrètes et tangibles sur l'ensemble des territoires : avec la Fondation Ali Zaoua pour l'ouverture d'un nouveau centre socio-éducatif « Les Etoiles » à Marrakech, avec l'association Insaf pour le soutien à un programme de formation professionnelle en faveur de jeunes mamans sur Casablanca, ou encore avec l'association Kane Ya Makane pour la poursuite du programme éducatif « Tanour » dans la région d'Agadir...

4. DE NOMBREUSES RECONNAISSANCES ET DISTINCTIONS

Société Générale Maroc a obtenu de nombreuses marques de reconnaissances et des prix prestigieux récompensant les changements opérés par la banque et les résultats de ses réalisations : Bank of the Year (The Banker), Best Investment Bank (EMEA Finance), Best Asset Management (EMEA Finance), Cash Management Market Leader (Euromoney), Best Trade Finance Provider (Global Finance)...

ÉTAT A1 : ÉTAT DES PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes sociaux de la Société Générale Maroc sont préparés conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). L'objectif de ces comptes est de présenter une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Banque.

1. CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances comptabilisées, qui concernent aussi bien les établissements de crédits que les créances sur la clientèle, sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique et ce, comme suit :

- Créances sur les établissements de crédit et assimilés à vue et à terme ;
- Crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers et autres crédits ;
- Créances acquises par affacturage.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit ou clientèle).

Les créances en souffrance

Les créances en souffrance sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur régissant l'activité des établissements de crédit. Ces créances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par ladite réglementation, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles. Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont, quant à elles, constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable.

2. DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur les dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3. PORTEFEUILLE TITRES

Les titres sont classés en fonction de l'intention de leur détention en titres de transaction, titres d'investissement, titres de placement ou titres de participations.

• Titres de transaction

Ces titres sont acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé actif. Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat, frais de transaction exclus, coupon couru inclus. A chaque arrêté comptable, la différence résultant des variations de prix de marché est portée directement au compte de produits et charges.

• Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

À chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

• Titres d'investissement

Ils correspondent à des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à la date de leur échéance.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus et coupon couru inclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

• Titres de participation

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

• Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les titres cédés continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan. Aucune provision n'est constatée en cas de dépréciation des titres reçus mais les intérêts courus sur la créance sont constatés.

4. OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou « autres passifs » selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et les charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

6. PROVISIONS

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non à des opérations bancaires.

- Les provisions pour risques et charges : sont constituées en cas d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue.
- Provisions pour risques généraux : Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.
- Les provisions réglementées : sont constituées en application des dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales.

7. PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Les intérêts correspondent aux produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation. Les commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation.

COMPTES SOCIAUX AGRÉGÉS AU 31/12/2019

BILAN AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 244 794	4 216 071
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 754 690	10 193 266
. À vue	2 549 390	3 053 895
. À terme	5 205 300	7 139 371
Créances sur la clientèle	69 399 443	61 523 182
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	23 586 881	19 374 604
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	19 938 270	17 947 898
. Crédits et financements participatifs immobiliers	21 821 621	19 969 878
. Autres crédits et financements participatifs	4 052 671	4 230 802
Créances acquises par affacturage	1 720 494	1 879 858
Titres de transaction et de placement	7 469 433	5 459 719
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 447 823	5 424 885
. Autres titres de créance	21 596	34 812
. Certificat de SUKUK	-	-
. Titres de propriété	14	22
Autres actifs	1 302 723	1 278 232
Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Certificat de SUKUK	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	2 096 858	1 836 157
. Participation dans les entreprises liées	1 863 787	1 655 042
. Autres titres de participation et emplois assimilés	233 070	181 116
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	547 192	428 511
Immobilisations corporelles	1 211 868	1 213 242
TOTAL DE L'ACTIF	96 747 494	88 028 239

HORS BILAN AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
HORS BILAN	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNÉS	18 573 867	22 142 989
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 103 575	4 635 794
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 707 725	5 044 587
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 762 567	12 462 608
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	6 565 135	13 350 714
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	1 095 250
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 639 552	8 698 411
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	2 874 341	3 557 053
Titres vendus à réméré	-	-
Titre de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	51 242	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 546 257	5 316 860
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	224 639	242 355
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 596 501	3 429 754
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	109 314	110 996
4. Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	237 225	224 396
5. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
6. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
7. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8. Commissions sur prestations de service	638 724	608 866
9. Autres produits bancaires	739 854	700 493
10. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 237 427	1 247 075
11. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	66 350	32 174
12. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	396 693	404 520
13. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	365 471	336 480
14. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
15. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
16. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
17. Autres charges bancaires	408 621	473 901
18. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	92	-
III. PRODUIT NET BANCAIRE	4 308 830	4 069 785
19. Produits d'exploitation non bancaire	73 608	85 519
20. Charges d'exploitation non bancaire	60 927	44 994
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	2 218 106	2 069 780
21. Charges de personnel	1 061 153	1 037 214
22. Impôts et taxes	46 833	45 963
23. Charges externes	832 358	733 227
24. Autres charges générales d'exploitation	16 475	19 475
25. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	261 288	233 901
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1 956 470	2 202 512
26. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 703 419	1 671 669
27. Pertes sur créances irrécouvrables	241 094	368 758
28. Autres dotations aux provisions	11 967	162 085
VI. REPRISSES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	1 401 966	1 443 667
29. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 339 973	1 294 967
30. Récupérations sur créances amorties	10 410	27 062
31. Autres reprises de provisions	51 583	121 638
VII. RÉSULTAT COURANT	1 548 901	1 281 685
32. Produits non courants	189	65
33. Charges non courantes	24 254	68
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 524 836	1 281 682
34. Impôts sur les résultats	449 469	358 826
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 075 367	922 856
TOTAL PRODUITS	7 022 019	6 846 110
TOTAL CHARGES	5 946 652	5 923 255
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 075 367	922 856

	En milliers de Dirhams	
PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 727 392	426 899
. À vue	1 339 946	268 584
. À terme	3 387 446	158 315
Dépôts de la clientèle	64 423 588	63 651 259
. Comptes à vue créditeurs	44 076 462	43 581 811
. Comptes d'épargne	9 847 163	9 713 566
. Dépôts à terme	6 722 274	6 620 589
. Autres comptes créditeurs	3 777 689	3 735 293
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	2 893	-
Titres de créance émis	11 414 111	6 856 705
. Titres de créance négociables émis	11 414 111	6 856 705
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 244 467	2 040 261
Provisions pour risques et charges	872 868	814 249
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	2 133 462	4 104 449
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	87 928	-
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	7 715 416	7 161 560
Capital	2 050 000	2 050 000
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	2	2
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 075 367	922 856
TOTAL DU PASSIF	96 747 494	88 028 239

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	31/12/2019	31/12/2018
1.(+) Intérêts et produits assimilés	3 899 707	3 776 663
2.(-) Intérêts et charges assimilées	828 714	775 438
MARGE D'INTÉRÊT	3 070 993	3 001 225
3.(+) Produits sur financements participatifs	30 747	6 878
4.(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	30 747	6 878
5.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
7.(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8.(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
9.(+) Commissions perçues	716 087	683 875
10.(-) Commissions servies	70 981	85 416
Marge sur commissions	645 106	598 459
11.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	59 496	36 889
12.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	4 049	5 211
13.(+) Résultat des opérations de change	383 732	309 971
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	2 554	-
Résultat des opérations de marché	449 831	352 071
15.(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
16.(+) Divers autres produits bancaires	239 740	234 261
17.(-) Diverses autres charges bancaires	127 494	123 108
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	4 308 923	4 069 786
18.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	825	-132 080
19.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	72 796	83 927
20.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	61 020	44 994
21.(-) Charges générales d'exploitation	2 218 106	2 069 781
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 103 418	1 906 858
22.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-594 120	-718 398
23.(+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	39 603	93 225
RÉSULTAT COURANT	1 548 901	1 281 685
RÉSULTAT NON COURANT	-24 065	-3
24.(-) Impôts sur les résultats	449 469	358 826
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 075 367	922 856

	En milliers de Dirhams	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2019	31/12/2018
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 075 367	922 856
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	261 289	233 901
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	133 672
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	-	-
25.(-) Reprises de provisions	21 668	110 136
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	2 574	6 490
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	812	1 592
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	1 311 602	1 172 211
31.(-) Bénéfices distribués	369 000	287 000
(+) AUTOFINANCEMENT	942 602	885 211

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

	31/12/2019	31/12/2018
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	6 704 661	6 514 370
2.(+) Récupérations sur créances amorties	10 410	27 062
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	70 744	77 678
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	3 193 920	3 449 678
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	86 777	46 974
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	2 216 512	2 067 867
7.(-) Impôts sur les résultats versés	449 469	358 826
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	839 137	695 765
Variation des :		
8.(-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-2 438 577	991 160
9.(-) Créances sur la clientèle	7 716 897	2 455 015
10.(-) Titres de transaction et de placement	2 009 714	954 758
11.(-) Autres actifs	24 111	1 467 218
12.(+) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
13.(-) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
14.(+) Immobilisation données en Ijara	-	-
15.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés	-	-
16.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 300 493	-958 033
17.(+) Dépôts de la clientèle	772 329	1 895 379
18.(+) Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	2 893	-
19.(+) Titres de créance émis	4 557 406	3 084 445
20.(+) Autres passifs	480 157	973 009
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	2 801 132	-873 351
III. Flux de Trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (I + II)	3 640 269	-177 586
21.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	219 336
22.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 638	6 490
23.(-) Acquisition d'immobilisations financières	260 701	647 429
24.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	381 614	275 544
25.(+) Intérêts perçus	-	-
26.(+) Dividendes perçus	236 980	224 287
IV. Flux de Trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-402 697	-472 860
27.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
28.(+) Emission de dettes subordonnées	-	700 000
29.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	87 928	-
30.(+) Emission d'actions	-	-
31.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	1 927 778	-
32.(-) Dépôts d'investissement remboursés	-	-
33.(-) Intérêts versés	-	-
34.(-) Rémunération versée sur DI et Wakala Bil Istithmar	-	-
35.(-) Dividendes versés	369 000	287 000
V. Flux de Trésorerie nets provenant des activités de financement	-2 208 850	413 000
VI. Variation nette de la Trésorerie (III - IV + V)	1 028 722	-237 445
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	4 216 072	4 453 517
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	5 244 794	4 216 072

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2019

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 31/12/2019

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres éta- blissements de crédit et assimilés au Maroc	Établis- sements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	4 343 826	-	1 121 820	586 699	6 052 345	5 489 347
VALEURS REÇUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRÊTS DE TRÉSORERIE	-	-	1 699 741	1 705 078	3 404 819	4 452 217
- au jour le jour	-	-	19 638	768 415	788 053	776 469
- à terme	-	-	1 680 103	936 663	2 616 766	3 675 748
PRÊTS FINANCIERS	-	-	2 437 780	-	2 437 780	3 178 882
CRÉANCES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES (y compris Hamish Al Jiddiyal)	-	176 398	4 648	-	181 046	296 325
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	-	22 503	-	22 503	29 173
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
Dont créances en souffrance sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	4 343 826	176 398	5 286 492	2 291 777	12 098 493	13 445 944

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			31/12/2019	31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE	665 300	878 340	17 019 434	463 460	19 026 534	15 216 888
- Comptes à vue débiteurs	-	80	5 850 886	385 116	6 236 082	6 425 982
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	3 077 313	7 043	3 084 356	3 283 337
- Crédits à l'exportation	-	-	249 231	-	249 231	56 634
- Autres crédits de trésorerie	665 300	878 260	7 842 004	71 301	9 456 865	5 450 935
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À LA CONSOMMATION	-	-	-	4 492 107	4 492 107	4 117 598
- Crédits à la consommation	-	-	-	4 422 807	4 422 807	4 110 580
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	69 300	69 300	7 018
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT	5 990 435	-	13 480 912	300 970	19 772 317	17 783 794
- Crédits à l'équipement	5 990 435	-	13 480 912	274 315	19 745 662	17 782 793
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	26 655	26 655	1 001
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	-	3 222 428	18 532 175	21 754 603	19 898 283
- Crédits immobiliers	-	-	3 222 428	17 295 523	20 517 951	19 388 314
- Mourabaha immobilière	-	-	-	1 236 652	1 236 652	509 969
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	964 819	162 021	1 126 840	1 075 807
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	848 606	-	866 710	5 178	1 720 494	1 879 858
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	-	-	301 210	301 210	275 816
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	3 347	2 007 855	914 630	2 925 832	3 154 995
- Créances pré-douteuses	-	-	328 241	375 328	703 568	974 268
Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
- Créances douteuses	-	14	644 403	172 495	816 912	767 598
Dont créances douteuses sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
- Créances compromises	-	3 333	1 035 211	366 808	1 405 352	1 413 128
Dont créances compromises sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7 504 341	881 687	37 562 158	25 171 751	71 119 937	63 403 039

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émet-teurs publics	Émetteurs privés		Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	-	-	-	14	14	22
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	14	14	22
TITRES NON COTÉS	21 596	7 447 823	-	-	7 469 419	5 459 697
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	7 447 823	-	-	7 447 823	5 424 885
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	21 596	-	-	-	21 596	34 812
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21 596	7 447 823	-	14	7 469 433	5 459 719

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	2 353 745	2 353 745	2 353 745	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 353 745	2 353 745	2 353 745	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	5 115 972	5 189 413	4 840 984	73 735	294	294
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 094 192	5 166 926	4 820 270	72 858	124	124
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	21 596	22 473	20 714	877	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	184	14	-	-	170	170
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en % 31/12/2019	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	Produits inscrits au CPC
A - Participations dans les entreprises liées				1 996 630	1 863 787				227 462
SOGELEASE	ACTIVITES FINANCIERES	250 600	100,00%	250 600	250 600	31/12/2016	800 210	17 841	51 800
SOGECAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	99,94%	999	999	31/12/2016	24 557	23 449	24 668
INVESTIMA	GESTION VALEURS MOBILIERES	105 000	56,61%	59 443	59 443	31/12/2016	212 994	16 905	-
SOGECAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	15 000	100,00%	14 999	14 999	31/12/2016	40 860	24 094	-
SOGECONTACT	CENTRE D'APPEL	300	100,00%	300	300	31/12/2016	1 105	104	-
SOGECAPITAL PLACEMENT	GESTION D'ACTIFS	1 000	99,94%	999	999	31/12/2016	1 626	517	680
FONCIMMO	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	50 000	100,00%	50 000	50 000	31/12/2016	52 996	-1 312	-
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCE	231 750	49,01%	390 712	390 712	31/12/2016	142 577	18 083	15 558
ATHENA COURTAG	ASSURANCE	300	97,00%	291	291	31/12/2016	48 333	48 003	51 938
BANQUE OFFSHORE	BANQUE	500	99,92%	4 793	5 607	31/12/2016	94 594	17 574	10 434
SOGEFINANCEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	60,00%	30 000	30 000	31/12/2016	51 860	-746	-
CREDIT EQDOM	ACTIVITES FINANCIERES	167 025	53,72%	1 190 493	1 056 837	31/12/2016	310 869	30 403	69 985
ALD AUTOMOTIVE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	15,00%	3 000	3 000	31/12/2016	13 201	4 522	2 400
B - Autres titres de participation				125 397	116 248				7 942
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	75 000	0,63%	392	392	31/12/2015	81 355	-217	-
FINEA	ACTIVITES FINANCIERES	180	0,32%	224	224	31/12/2016	207 631	48 047	51
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315	0,03%	733	733	31/12/2016	738	-	36
CELLULOSE DU MAROC	INDUSTRIE DE PAPIER	700 484	0,95%	8 749	-	31/12/2015	-204 520	-15 831	-
GPBM SCI	ACTIVITES FINANCIERES	19 005	6,67%	1 267	1 267	-	-	-	-
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500	16,00%	1 840	1 840	-	-	-	-
RECOURS	SOCIETE DE RECouvreMENT	2 500	0,00%	250	-	-	-	-	-
SANOPI PHARMA MAROC	INDUSTRIES CHIMIQUES	44 513	0,00%	22	22	31/12/2015	613 893	65 375	-
SETTAPARK	ZONE INDUSTRIELLE	-	0,00%	6 530	6 530	31/12/2015	28 986	-4 474	-
SG ATS	ACTIVITES INFORMATIQUES	-	0,00%	2	2	31/12/2015	4 444	2 098	-
PME CROISSANCE	ACTIVITES FINANCIERES	452 135	10,74%	48 570	48 570	31/12/2015	82 982	-46 667	2 040
SAHAM ASSISTANCE	ASSURANCE	-	0,00%	-	-	31/12/2015	129 554	31 847	-
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	37 450	3,28%	1 229	1 229	31/12/2015	112 100	10 389	-
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	0,17%	351	351	31/12/2015	278 223	8 529	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	98 200	11,20%	11 000	11 000	31/12/2016	246 694	127 709	4 400
ECOPARC DE BERRECHID	ZONE INDUSTRIELLE	55 000	0,02%	11 000	11 000	-	-	-	-
SOGEPIB	ZONE INDUSTRIELLE	18 000	5,00%	900	900	31/12/2016	24 086	4 571	247
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	10,00%	5 339	5 339	31/12/2015	-90 482	31 919	-
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	1 000	1 000	-	-	-	-
FCP SG CASH PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	0,00%	50	50	-	-	-	-
SG EPARGNE PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	1 000	1 000	-	-	-	-
FCP SG COURT TERME OBLIG	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
PORTNET	ACTIVITES INFORMATIQUES	6 000	0,00%	300	300	31/12/2013	7 527	-372	-
BVC	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	11 765	11 765	-	-	-	-
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	148	-	-	-	-	-
SOCIETE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	0,06%	59	59	-	-	-	-
FCP SG OPTIMAL PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	0,00%	360	360	-	-	-	-
SOGEPOS	ZONE INDUSTRIELLE	35 000	13,20%	4 622	4 622	31/12/2016	43 258	7 898	1 168
FCP INVEST EQUILIBRE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
FCP SG CASH GARANTIE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	900	900	-	-	-	-
FCP HORIZON FLEXIBLE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
SG ABS	ACTIVITES INFORMATIQUES	-	0,00%	25	25	-	-	-	-
SICAV SG EXPANSION	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	133	131	-	-	-	-
SICAV SG VALEUR	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	543	543	-	-	-	-
SICAV SG PERSPECTIVES	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	17	17	-	-	-	-
SICAV SG OBLIG PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	584	584	-	-	-	-
FCP HORIZON PREMIUM	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
NEMA CAPITAL	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	500	500	-	-	-	-
C - Emplois assimilés				116 823	116 823				
C/C SCI GPBM	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	724	724	-	-	-	-
C/C FONCIMMO	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	-	0,00%	116 099	116 099	-	-	-	-
Titres de Moucharaka									
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de Moudaraba									
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL				2 238 849	2 096 858				

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2019

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS	-	-
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
DÉBITEURS DIVERS	668 028	827 958
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	2 068	1 560
COMPTES DE RÉGULARISATION	632 627	448 714
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES	-	-
TOTAL	1 302 723	1 278 232

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 31/12/2019

CRÉANCES	En milliers de Dirhams					
	MONTANT		Dont Entreprises liées et Apparentées			
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
	Brut	Prov.	Net	Net	Net	Net
	1	2	3	4	5	6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				N É A N T		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2019

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			En milliers de Dirhams	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2019	31/12/2018
Comptes à vue créditeurs	27 575	332 572	16 073 777	27 642 525	44 076 449	43 581 812
Compte d'épargne	-	-	-	9 845 966	9 845 966	9 713 566
Dépôts à terme	-	17	947 614	5 704 624	6 652 255	6 551 368
Autres comptes créditeurs (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	31 877	1 606 871	2 138 941	3 777 689	3 735 292
Intérêts courus à payer	-	-	-	71 227	71 227	69 222
TOTAL	27 575	364 466	18 628 262	45 403 284	64 423 587	63 651 259

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2019

DETTES	En milliers de Dirhams					
	Établissements de crédits et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Total	Total	
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	-	1 340	104 570	75 026	180 936	251 122
VALEURS DONNÉES EN PENSION	1 050 068	-	-	-	1 050 068	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 050 068	-	-	-	1 050 068	-
EMPRUNT DE TRÉSORERIE	-	-	-	3 209 432	3 209 432	54 763
- au jour le jour	-	-	-	1 130 273	1 130 273	-
- à terme	-	-	-	2 079 159	2 079 159	54 763
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	3 154	-	3 154	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	3 154	-	3 154	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	274 049	1 549	-	275 598	121 014
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	-	-	8 204	-	8 204	-
TOTAL	1 050 068	275 389	117 476	3 284 458	4 727 391	426 899

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2019

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	-	-
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	67	89
CRÉDITEURS DIVERS	1 033 175	896 303
COMPTES DE RÉGULARISATION	1 211 225	1 143 869
TOTAL	2 244 466	2 040 261

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT									
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
- Crédit-bail mobilier en cours									
- Crédit-bail mobilier loué									
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
- Crédit-bail immobilier en cours									
- Crédit-bail immobilier loué									
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE									
Biens mobiliers en location simple									
Biens immobiliers en location simple									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Loyers en souffrance									
Total									

N É A N T

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov. début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
- Droit au bail	1 076 200	227 182	1 773	1 301 609	649 886	102 079	23	549 667
- Immobilisations en recherche et développement	144 031	-	1 750	142 281	-	-	-	142 281
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	932 169	227 182	23	1 159 328	649 886	102 079	23	407 385
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 495 364	155 647	120 775	3 530 236	2 279 916	159 210	118 158	1 209 268
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 504 752	311	2 532	1 502 531	818 640	49 962	2 001	635 931
. Terrain d'exploitation	122 984	-	-	122 984	-	-	-	122 984
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	1 381 768	311	2 532	1 379 547	818 640	49 962	2 001	512 947
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	513 801	60 083	97 316	476 567	361 063	49 077	96 192	162 620
. Mobilier de bureau d'exploitation	275 095	19 209	39 566	254 738	207 888	16 820	38 659	68 690
. Matériel de bureau d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
. Matériel informatique	238 602	40 860	57 750	221 711	153 130	32 255	57 533	93 858
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	104	15	-	118	45	2	-	71
. Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	1 166 469	91 896	13 932	1 244 432	914 428	54 471	12 972	288 504
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	310 343	3 356	6 994	306 705	185 785	5 700	6 993	122 213
. Terrains hors exploitation	25 398	-	-	25 398	-	-	-	25 398
. Immeubles hors exploitation	76 955	-	-	76 955	50 769	2 826	-	23 360
. Mobilier et matériel hors exploitation	21 581	1 589	6 994	16 175	19 767	600	6 993	2 801
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	186 408	1 768	-	188 176	115 250	2 273	-	70 653
Total	4 571 565	382 828	122 548	4 831 845	2 929 803	261 289	118 181	1 758 934

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
07/03/2019	Immeubles d'exploitation, Bureaux	2 532	2 001	531	3 105	2 574	-
01/01/2019	Droit au bail	1 750	-	1 750	-	-	1 750
01/01/2019	Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	23	23	-	-	-	-
01/01/2019	Matériel informatique	57 750	57 533	217	-	-	217
01/01/2019	Mobilier de bureau d'exploitation	39 566	38 659	907	-	-	907
01/01/2019	Autres immob. corporelles d'exploitation	13 932	12 972	961	-	-	961
01/01/2019	Mobilier et matériel hors exploitation	6 994	6 993	1	-	-	1
Total		122 548	118 181	4 367	3 105	2 574	3 836

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams

NATURE TITRES	CARACTÉRISTIQUES			MONTANT	dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur Nominale Unitaire		Taux Nominal	Mode de remboursement	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	31/05/2016	31/05/2021	100	2,81%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	31/05/2016	31/05/2023	100	3,08%	AA	700 000	28 200
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/03/2018	22/03/2020	100	2,80%	AA	600 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/02/2019	22/02/2024	100	3,15%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/03/2019	29/03/2026	100	2,92%	AA	600 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/03/2018	22/06/2020	100	2,83%	AA	600 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/03/2018	22/09/2020	100	2,85%	AA	600 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	07/06/2018	07/01/2020	100	2,86%	AA	600 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	07/06/2018	07/04/2020	100	2,90%	AA	600 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/02/2019	22/02/2026	100	2,92%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/03/2019	20/09/2024	100	3,21%	AA	450 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/02/2019	22/06/2025	100	3,31%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/03/2019	18/12/2025	100	3,38%	AA	450 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	19/12/2019	19/03/2020	100	2,44%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	19/12/2019	19/06/2020	100	2,51%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	19/12/2019	19/09/2020	100	2,54%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	11/07/2019	09/07/2020	100	2,60%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	11/07/2019	12/01/2021	100	2,69%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	30/12/2019	30/12/2020	100	2,55%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	30/12/2019	30/06/2021	100	2,61%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	30/12/2019	30/12/2021	100	2,65%	AA	500 000	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS STRUCTURÉ	02/05/2018	02/05/2023	100	3,95% Conditionnel	AA	22 000	

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2019

Rubrique	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNÉS	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Titres à livrer	-	-
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	-	-
- Autres	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Titres à recevoir	51 242	-
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	-	-
- Autres	51 242	-

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2019

CAPITAUX PROPRES	En milliers de Dirhams			
	Encours 31/12/2018	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2019
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	7 161 560	553 856	-	7 715 416
Réserve légale	205 000	-	-	205 000
Autres réserves	6 359 060	553 856	-	6 912 916
Primes d'émission, de fusion et d'apport	597 500	-	-	597 500
Capital	2 050 000	-	-	2 050 000
Capital appelé	2 050 000	-	-	2 050 000
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	2	-	-	2
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	922 856	-922 856	-	1 075 367
TOTAL	10 134 418	-369 000	-	10 840 785

PROVISIONS AU 31/12/2019

PROVISIONS	En milliers de Dirhams						
	Encours 31/12/2018	Dotations	Reprise utilisées	Reprise devenues disponibles	Écart de conversion	Autres variations	Encours 31/12/2019
PROVISIONS, DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	6 754 539	1 544 087	196 625	1 086 300	-3	-763	7 014 936
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (y compris FP*)	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle (y compris FP*)	6 607 375	1 544 064	196 625	1 082 215	-	-764	6 871 836
Titres de placement (y compris Certificats de Sukuk)	4 343	15	-	4 072	-	8	294
Titres de participation et emplois assimilés	142 821	8	-	13	-3	-7	142 806
Dépôts d'investissements et Wakala Bil Istithmar placés	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en Ijara	-	-	-	-	-	-	-
Autres Actifs	-	-	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	814 249	171 322	20 044	92 658	-	-	872 868
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	224 918	124 360	-	61 133	-	-	288 145
Provisions pour risques sur créances sensibles	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	325 918	-	-	21 655	-	-	304 263
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (y compris provision pour risques sur Moudaraba)	263 413	46 962	20 044	9 870	-	-	280 460
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	7 568 788	1 715 409	216 669	1 178 958	-3	-763	7 887 804

* Finance participative

DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2019

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaaleur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)	Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)
							MAD	324 200	-	5,98% (taux fixe)
MAD	175 800	-	5,98% (taux fixe)	10 Ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	
MAD	238 200	-	4,77% (taux fixe)	10 Ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	158 800	-	-	
MAD	130 000	-	4,77% (taux fixe)	10 Ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	
MAD	431 800	-	3,51% (Taux révisable)	10 Ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	
MAD	749 500	-	4% (Taux fixe)	10 Ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	
MAD	50 500	-	4% (Taux fixe)	10 Ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	6 500	-	-	
Total	2 100 000						248 800			

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

SUBVENTIONS FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE AU 31/12/2019

Réseau	Objet économique	Montant global	En milliers de Dirhams		
			Montant à fin 2018	Utilisation 2019	Montant à fin 2019
Subventions					
Fonds publics affectés			N É A N T		
Fonds spéciaux de garantie					

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE AU 31/12/2019

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
9	24 254 891	19 795 312	4 459 579	-

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS AU 31/12/2019

TITRES	En milliers de Dirhams	
	Opérations de couverture	
	31/12/2019	31/12/2018
Opérations de change à terme	6 544 941	8 188 037
Devises à recevoir	1 359 176	1 689 472
Dirhams à livrer	601 781	792 730
Devises à livrer	2 603 485	3 233 523
Dirhams à recevoir	1 980 499	2 472 312
- Dont swaps financiers de devises	-	-
Engagements sur produits dérivés	20 525	20 883
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	20 525	20 883
TOTAL	6 565 466	8 208 920

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams					
	D ≤ 1mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	691 378	669 344	1 669 650	2 024 175	-	5 054 547
Créances sur la clientèle	6 240 749	6 165 305	9 730 073	20 071 327	17 424 987	59 632 441
Titres de créances	-	56 671	653 610	2 841 237	1 483 519	5 035 037
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
IJARA	-	-	-	-	-	-
Total	6 932 127	6 891 320	12 053 333	24 936 739	18 908 506	69 722 025
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 851 864	1 353 813	53 823	-	-	4 259 500
Dettes envers la clientèle	2 728 977	1 367 429	2 772 788	666 166	5 394	7 540 754
Titres de créances émis	600 000	1 100 000	3 300 000	4 172 000	2 050 000	11 222 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	500 000	1 600 000	2 100 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-	-	-	-	-
Total	6 180 841	3 821 242	6 126 611	5 338 166	3 655 394	25 122 254

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature reçus	Montants des créances ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 410	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	2 039 438	-	-
Hypothèques	36 722 824	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	22 586 572	-	-
TOTAL	61 351 244	-	-

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature donnés	Montants des dettes ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	38 600	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	38 600	-	-

MARGE D'INTÉRÊT AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams				
INTÉRÊTS	Montant 31/12/2019	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2018	
INTÉRÊTS PERÇUS	3 801 891	-	3 636 358	
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	173 304	-	185 335	
Dont Intérêts sur créances subordonnées	-	-	-	
INTÉRÊTS VERSÉS	823 851	-	763 940	
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	16 615	-	-	
Dont Intérêts sur dettes subordonnées	113 803	-	173 625	

En milliers de Dirhams				
COMMISSIONS	Montant 31/12/2019	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2018	
COMMISSIONS PERÇUES	128 562	-	146 748	
Commissions sur engagements de financement donnés	103 467	-	94 743	
Commissions sur engagements de garantie donnés	25 095	-	52 005	
COMMISSIONS VERSÉES	4 863	-	9 234	
Commissions sur engagements de financement reçus	1 034	-	1 638	
Commissions sur engagements de garantie reçus	3 828	-	7 596	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams	
CATÉGORIE DES TITRES	PRODUITS PERÇUS
Titres de placement	-
Titres de participation	3 455
Participations dans les entreprises liées	231 914
Emplois assimilés	1 856
TOTAL	237 225

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PAR PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU 31/12/2019

1. VENTILATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ			
En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Activité bancaire	4 308 830	1 548 901	1 524 836
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	4 308 830	1 548 901	1 524 836

2. VENTILATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE			
En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Maroc	4 308 830	1 548 901	1 524 836
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	4 308 830	1 548 901	1 524 836

COMMISSIONS AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams	
COMMISSIONS	Montant
COMMISSIONS PERÇUES :	716 087
sur opérations avec les établissements de crédit	86
sur opérations avec la clientèle	227 282
sur opérations de change	77 363
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
sur produits dérivés	2 554
opérations sur titres en gestion et en dépôt	43 238
sur moyens de paiement	247 572
sur activités de conseil et d'assistance	6 032
sur ventes de produits d'assurances	3 854
sur autres prestations de service	108 106
COMMISSIONS VERSÉES	70 981
sur opérations avec les établissements de crédit	-
sur opérations avec la clientèle	-
sur opérations de change	7 621
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	5 633
sur moyens de paiement	57 727
sur activités de conseil et d'assistance	-
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	-

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams	
PRODUITS ET CHARGES	Montant
PRODUITS	659 976
Gains sur les titres de transaction	102 910
Plus value de cession sur titres de placement	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	4 072
Gains sur les produits dérivés	2 554
Gains sur les opérations de change	550 440
CHARGES	210 145
Pertes sur les titres de transaction	43 414
Moins value de cession sur titres de placement	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	23
Pertes sur les produits dérivés	-
Pertes sur opérations de change	166 708
RÉSULTAT	449 831

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams	
CHARGES	Montant
CHARGES DE PERSONNEL	1 061 153
IMPÔTS ET TAXES	46 833
CHARGES EXTERNES	832 358
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	16 475
Dotations aux amortiss. et aux provisions des immob. incorporelles et corporelles	261 288

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams	
Produits et charges	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	739 854
Autres charges bancaires	408 621
Produits et charges d'exploitation non bancaire	
Produits d'exploitation non bancaire	73 608
Charges d'exploitation non bancaire	60 927
Autres charges	
Dotation aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 956 470
Autres produits	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 401 966
Produits et charges non courants	
Produits non courants	189
Charges non courantes	24 254

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams	
I. Détermination du résultat	Montant
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	1 524 836
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	547 086
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	890 051
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	1 181 871
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	437 292
. Résultat courant après impôts (-)	1 087 544

II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques
 La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est soumise à l'IS selon le régime de droit commun, avec un taux d'imposition de 37%.

DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2019

I - DATATION	
. Date de clôture ⁽¹⁾	31/12/2019
. Date d'établissement des états de synthèse ⁽²⁾	26 Février 2020

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
 (2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II - Événement né postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachable à cet exercice et connu avant la 1^{ère} communication externe des états de synthèse

L'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de COVID 19 n'entraîne pas d'ajustements des comptes au 31 décembre 2019 et ne remet pas en cause la continuité d'activité de la société. Des travaux sont en cours pour estimer l'impact sur les prévisions budgétaires.

EFFECTIF AU 31/12/2019

En nombre			
	31/12/2019	31/12/2018	
Effectifs rémunérés	3 348	3 336	
Effectifs utilisés	3 348	3 336	
Effectifs équivalent plein temps	3 256	3 228	
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	1 146	1 107	
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	2 110	2 121	
Cadres (équivalent plein temps)	1 916	1 836	
Employés (équivalent plein temps)	1 338	1 390	
dont effectifs employés à l'étranger	2	2	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams				
NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	80 755	601 167	572 486	109 436
B. TVA à récupérer	41 493	250 203	226 149	65 546
. Sur charges	31 910	182 975	167 758	47 127
. Sur immobilisations	9 582	67 228	58 391	18 419
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	39 262	350 965	346 337	43 890

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31/12/2019

Intitulés	En milliers de Dirhams	
	Montants	Montants
I - RÉSULTAT NET COMPTABLE		
. Bénéfice net		1 075 367
. Perte nette		
II - RÉINTEGRATIONS FISCALES	1 029 466	
1- Courantes	547 086	
- Loyers sur véhicules de tourisme	2 615	
- Dons	560	
- Cadeaux à la clientèle	997	
- Charges sur exercices antérieurs	2 627	
- Provisions pour Prédoutoux et Douteux	540 287	
2- Non courantes	482 380	
- Amendes et pénalités non déductibles	8 666	
- Impôts sur les sociétés	449 469	
- Contribution de cohésion sociale	24 245	
III - DÉDUCTIONS FISCALES		890 051
1- Courantes	890 051	
- Abattement de 100% des produits de participation (dividendes)	235 405	
- Reprises de provisions pour Prédoutoux et Douteux	617 992	
- Reprises de provisions pour risques et charges	15 000	
- Reprises de provisions pour risques généraux	21 655	
2- Non courantes		
TOTAL	2 104 833	890 051
IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		1 214 782
V - REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RÉSULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C)		1 214 782
OU		
. Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

TABLEAU DE PRÉSENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
	5 546 257	5 316 860	4 916 736

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2019

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
Titres dont l'établissement est dépositaire	16 329	16 209	115 699 442	122 671 879
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	30	29	18 684 238	20 769 856
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	10	9	7 926 152	8 325 077
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	10 840 785	10 134 418	9 498 560
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1. Produit net bancaire	4 308 830	4 069 785	3 913 890
2. Résultat avant impôts	1 524 836	1 281 682	1 368 140
3. Impôts sur les résultats	449 469	358 826	606 902
4. Bénéfices distribués	369 000	287 000	205 000
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	1 075 367	922 856	761 238
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	52,46%	45,02%	37,13%
Bénéfice distribué par action ou part sociale	18	14	10
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 061 153	1 037 214	979 100
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 322	3 293	3 249

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2019

COMPTES DE LA CLIENTÈLE	En nombre	
	31/12/2019	31/12/2018
Comptes courants	115 774	132 851
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	52 760	72 738
Autres comptes chèques	1 139 312	1 437 082
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes dépôts d'investissement	-	-
Comptes d'épargne	766 089	685 564
Comptes à terme	169 288	174 696
Bons de caisse	-	-
Autres comptes de dépôts	281 030	389 271

RÉSEAU AU 31/12/2019

RÉSEAU	En nombre	
	31/12/2019	31/12/2018
Guichets permanents	404	411
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	519	513
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	2	2

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION PROVISOIRE

PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Société Générale Marocaine de Banques comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} Janvier au 31 décembre 2019. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 12.974.247 KMAD dont un bénéfice net de 1.075.367 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Générale Marocaine de Banques arrêtés au 31 Décembre 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 30 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 05 22 54 40 00 - Fax: 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

DELOITTE AUDIT
Membre du Réseau Deloitte Touche
Boulevard Mohammed VI, Casablanca
Tél: 05 22 40 21 21 - Fax: 05 22 47 34 34

Sakina BENSOUDA-KORACHI
Associée

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Les établissements de crédit doivent établir et publier leurs états financiers consolidés en normes comptables internationales à partir du 1^{er} janvier 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux meilleurs standards internationaux en termes de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Les nouvelles normes comptables internationales ont donc été appliquées par le groupe Société Générale Marocaine de Banques à compter du 1^{er} janvier 2008.

1. CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation :

Entrent dans le périmètre de consolidation les entités contrôlées (contrôle exclusif ou conjoint) ou sous influence notable. Il n'est pas fixé de seuils chiffrés d'exclusion dans les normes, l'appréciation de la matérialité doit se faire conformément au cadre conceptuel des IFRS.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon les normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Ainsi, l'information est significative si son omission ou son inexactitude peut influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers. L'importance relative dépend de la taille de l'élément ou de l'erreur, jugée dans les circonstances particulières de son omission ou de son inexactitude.

Exclusion du périmètre :

Deux cas d'exception existent :

- la détention en vue de revente ultérieure à un horizon maximum fixé à 12 mois,
- l'existence de restrictions sévères et durables qui limitent la capacité à transférer des fonds à l'investisseur,
- le caractère significatif.

Regroupements d'entreprises :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas effectué de regroupement courant 2008.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a décidé de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 31/12/06.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques applique un ensemble de seuils pour inclure certaines entités dans le périmètre de consolidation :

Filiales intégrées globalement : Pour être intégrée globalement, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droits de vote > 40% ;
- total bilan > 0,1% de celui de l'activité agrégée du groupe Société Générale Marocaine de Banques.

Filiales mises en équivalence : Pour être mise en équivalence, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droit de vote compris entre 15% et 40% ;
- part dans la situation nette > 0,5% des capitaux propres de l'activité agrégée ;
- total bilan > 0,1% de celui de l'activité agrégée.

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques ne dispose pas d'entité ad hoc.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un actif matériel contrôlé et possédé pour la fourniture de services ou pour les tâches administratives propres à la banque. En plus de la nature de la dépense qui reste déterminante pour son passage en immobilisation (au lieu de charge), il y a lieu de tenir compte de la possibilité d'inventorier le bien en question et ce durant toute sa durée d'existence à l'actif de la banque. Il en découle que si la dépense présente des difficultés quant à sa localisation suite à l'inventaire physique, il faut la passer en charge.

Évaluation initiale :

Le coût d'acquisition du bien comporte :

- Le prix d'achat,
- + Les droits de douane et autres impôts et taxes non récupérables,
- les réductions commerciales obtenues et des taxes légalement récupérables,
- + Les frais de transports,
- + Les frais de transit,
- + Les frais de réception,
- + Les frais d'assurance ...
- + Les charges d'installation qui sont nécessaires à la mise en état d'utilisation du bien en question.

Sont à exclure du coût d'acquisition :

- Les droits de mutation,
- Les honoraires et commissions,
- Les frais d'actes.

Évaluation postérieure :

Modèle du coût :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel est comptabilisé à son coût (ou valeur initiale) après diminution du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur éventuelles.

Modèle de réévaluation :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel doit être réévalué régulièrement à sa juste valeur diminuée du cumul des amortissements et pertes de valeur ultérieurs, à condition que sa juste valeur puisse être évaluée de façon fiable.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement :

Approches par composants : chaque composant d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation doit être amorti séparément.

Base amortissable : coût d'un actif diminué de sa valeur résiduelle.

Valeur résiduelle : le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Durée d'amortissement (durée d'utilité) : c'est soit la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif, soit le nombre d'unités de production ou d'unités similaires que l'entité s'attend à obtenir de l'actif. Le mode d'amortissement utilisé par le groupe Société Générale Marocaine est le linéaire.

Options retenues :

Les options retenues portent principalement sur l'adoption de l'approche par composants, le changement au niveau de la durée d'amortissement, et l'adoption du coût amorti.

Modèle d'évaluation :

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la réévaluation périodique de ses immeubles d'exploitation.

Valeur résiduelle :

Les normes préconisent la prise en compte d'une valeur résiduelle pour chaque immobilisation. Le montant amortissable de l'actif est son coût diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle des différentes immobilisations est considérée comme nulle.

Frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition des immobilisations comprennent exclusivement :

- les droits de mutation (droits d'enregistrement, de conservation foncière...),
- les honoraires ou commissions hors les honoraires d'architecte,
- les frais d'actes.

À l'exclusion des frais de transport, d'installation et de montage ainsi que les honoraires d'architecte qui sont compris dans la valeur d'entrée des immobilisations concernées.

Pour la période précédente à 2012, les frais d'acquisition sont forfaitairement inclus dans le coût des immobilisations corporelles concernées (Terrains et constructions) sur la base le cas échéant, d'une statistique. D'autres frais tels que les honoraires et les droits de mutation sont incorporés dans le coût des immobilisations.

À partir de 2012, les frais d'acquisition sont constatés au réel suite à l'inventaire physique des immobilisations Groupe Société Générale Maroc, et intégrés à la valeur brute des immeubles et terrains, subissant ainsi l'amortissement du bien auquel ils sont rattachés.

Coût d'emprunt :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la capitalisation des coûts d'emprunt étant donné qu'aucun emprunt n'est adossé à l'acquisition d'une immobilisation.

Approche par composants :

La méthode de reconstitution du coût historique, à partir des factures, a été adoptée pour l'application de l'approche par composants, d'où :

- affectation du coût historique par composant, s'il y a lieu.
- distinction entre part terrain et construction.
- calcul des amortissements en tenant compte des durées et taux d'amortissements retenus pour l'application des normes.
- retraitement par les capitaux propres du différentiel d'amortissements.

Compte tenu de la nature de l'activité du groupe Société Générale Marocaine de Banques, l'approche par composants s'applique essentiellement aux immeubles. Les principaux composants sont :

Principaux composants	Durée d'utilité (annuelle)	Durée sociale (annuelle)
Gros œuvre	50	25
Agencements	15	10
Ascenseurs	20	10
Façade	30	10
Installations techniques (climatisation)	12	10
Installations techniques (électricité)	25	10
Installations techniques (groupes électrogène)	30	10
Installations techniques (GTB)	15	10
Installations techniques (autres)	15	10

3. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Un bien immobilier détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en tirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Options retenues :

Aucun actif ne satisfait aux conditions de classifications en immeuble de placement. Les immobilisations hors exploitations telles que : les centres de vacances et loisirs, les logements de fonction... font parties des immobilisations corporelles.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable et sans substance physique, détenu en vue de son utilisation pour la production de biens et services, pour une location à des tiers ou à des fins administratives.

Immobilisations incorporelles générées en interne :

Un goodwill généré en interne ne peut jamais être reconnu en tant qu'actif.

Le processus de production d'une immobilisation incorporelle comporte deux phases :

- **la recherche** : les dépenses sont passées en charge.
- **le développement** : les dépenses doivent être capitalisées lorsque certains critères sont réunis :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement
 - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle en vue de son utilisation ou de sa vente
 - sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle
 - la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou l'utilité en interne)
 - la disponibilité des ressources nécessaires à l'achèvement
 - la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Si l'entité ne peut pas distinguer la phase de développement de la phase de recherche, tous les coûts passent en charges.

Évaluation postérieure :

Modèles d'évaluation :

À l'instar des immobilisations corporelles, deux modèles d'évaluation peuvent être appliqués :

Modèle du coût :

Comptabilisation au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Modèle de la réévaluation :

Comptabilisation pour le montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs ultérieurs. Ce modèle ne peut être retenu que si les conditions suivantes sont réunies :

- juste valeur déterminée par référence à un marché actif
- les réévaluations régulières
- tous les actifs d'une même catégorie doivent être réévalués sauf s'il n'existe pas de marché actif

Amortissement :

Mode d'amortissement :

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques de l'actif. Le mode linéaire doit être utilisé si un autre rythme ne peut être déterminé de façon fiable.

Une immobilisation à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie.

Une immobilisation à durée d'utilité finie doit être amortie sur cette dernière.

La durée et le mode d'amortissement doivent être réexaminés au minimum à la clôture de chaque exercice.

Pertes de valeur :

Un test de dépréciation doit être pratiqué à chaque fois qu'un indicateur de perte de valeur est identifié et à chaque clôture d'exercice pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée.

Options retenues :

Les immobilisations incorporelles du groupe Société Générale Marocaine de Banques sont évaluées à leur coût amorti.

Le taux d'amortissement retenu est celui appliqué en social.

La valeur résiduelle est estimée comme nulle.

Les charges à répartir sont retraitées en contrepartie des capitaux propres.

Les dépenses engagées dans le cadre des projets informatiques sont traités dans les comptes sociaux selon deux :

- Phase de recherche : les dépenses sont considérées comme charges
- Phase de développement : les dépenses sont immobilisées.

5. CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « contrats de location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1^{er} Janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers du preneur, avec des incidences très limitées pour les bailleurs.

PRINCIPES COMPTABLES DE LA NORME IFRS 16

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Options retenues

MODALITÉS DE TRANSITION

Pour la première application de la norme IFRS16, le Groupe Société Générale Maroc a choisi de mettre en œuvre l'approche rétrospective modifiée par la norme.

Au 1^{er} janvier 2019, le montant de la dette locative sur les contrats en cours est calculé en actualisant les loyers résiduels avec les taux en vigueur à cette date en tenant compte de la durée résiduelle estimées des contrats. Les droits d'utilisation correspondants sont constatés au bilan pour un montant égal à celui de la dette locative. La première application de la norme IFRS 16 est donc sans incidence sur le montant des capitaux propres au 1^{er} Janvier 2019.

EXEMPTIONS

- Contrats de location à courte durée (inférieurs à 1 an),
- Contrats de location des biens de faible valeur

DURÉE

- La durée retenue généralement pour les baux commerciaux est de 9 ans ;
- La durée retenue pour les contrats LLD est la durée contractuelle.

TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation appliqué pour l'évaluation de la dette locative pour les contrats de location est le taux de refinancement sur le marché financier.

Comptabilisation chez le preneur :

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers ; dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêt de la dette.

Comptabilisation chez le bailleur :

Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.

La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location.

Les entités exerçant l'activité du crédit-bail au niveau du Groupe sont Soglease et Eqdom. Le traitement comptable appliqué par le groupe Société Générale Marocaine de Banques dans le cadre de la consolidation est conforme aux IFRS.

6. CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS9

À compter du 1^{er} janvier 2018, le groupe Société Générale Marocaine des banques applique la norme IFRS 9 qui définit, en remplacement de la norme IAS 39, de nouvelles règles de classement, d'évaluation des actifs et passifs financiers et une nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de provisionnement des engagements de financement et de garantie.

Les différences d'évaluation des actifs et passifs financiers résultant de la première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 sont comptabilisées directement dans les capitaux propres à cette date.

6.1 CLASSEMENT DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS SOUS IFRS 9

La norme IFRS 9 prévoit 3 catégories d'actifs :

- **Coût amorti** : Le coût amorti par définition ne peut s'appliquer qu'aux instruments de dettes (prêts, créances et titres de dettes) que l'entreprise a l'intention de conserver jusqu'à son échéance permettant une stabilité du résultat.
- **Juste valeur par résultat**
- **Juste valeur par capitaux propres OCI**
 - Instruments dettes en juste valeur par capitaux propres OCI recyclables
 - Instruments de capitaux propres en juste valeur par capitaux propres OCI non recyclables sur option irrévocable.

6.1.1 Critères de classement sous IFRS 9

La classification IFRS 9 dépend de 2 critères cumulatifs :

■ Caractéristiques du produit (SPPI ou no SPPI) :

La norme IFRS 9 prévoit un test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments de dettes appelé « Test SPPI » afin de s'assurer que les flux de trésorerie du contrat correspondent uniquement à des remboursements du principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Dans le cas contraire, ces actifs devraient être classés en JV Résultat.

■ Le modèle de gestion suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- Held To Collect contractual cash-flows (HTC) : la collecte des flux de Trésorerie contractuels
- Held To Collect and Sale (HTC&S) : la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs
- Autre / vente (Held For Sale - HFS) : les autres intentions de gestion

6.1.2 Instruments de capitaux propres

La norme IFRS 9 prévoit deux classements pour les instruments de capitaux propres :

- Juste valeur par résultat
- Juste valeur par OCI non recyclables sur option irrévocable

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transactions sont affectés par défaut dans la juste valeur par résultats.

L'option de la JV par OCI peut être appliquée « ligne à ligne » sur les instruments de capitaux propres détenus pour des fins autres que transactions.

6.1.3 Dérivés (hors couverture)

Aucun changement induit par la norme IFRS 9.

6.1.4 Passifs financiers sous IFRS 9

La norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classement des passifs financiers par rapport à IAS39.

Les catégories comptables disponibles :

- Passif financier au coût amorti : Il s'agit du classement par défaut ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat : instruments émis avec intention de « trading » ou instruments non basiques en option irrévocable.

6.2 DÉPRÉCIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS 9

IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation basé sur l'estimation des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL) et exige notamment que les entités comptabilisent une dépréciation des actifs financiers dès la date de comptabilisation initiale.

6.2.1 Principaux changements

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation.
- À chaque date de clôture, l'entité doit déterminer si le risque de crédit lié à un instrument financier a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale.

6.2.2 Modèle de dépréciation

Selon ce nouveau modèle de dépréciation, les actifs financiers (y compris les titres de dettes) sont classés en 3 catégories :

- Bucket 1 : Créances saines dont le risque de crédit est faible sans dégradation depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues dans les 12 mois.
- Bucket 2 : Créances dont le risque de crédit s'est détérioré de manière significative depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues sur toute la durée de vie des créances,
- Bucket 3 : l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur à la date de clôture par résultat ou par OCI sur option irrévocable ligne à ligne.

6.2.3 Méthodologie de classification sur les périmètres Retail

La méthodologie de classification sur le périmètre Retail est réalisée à la « maille contrat » et se déroule en fonction des critères suivants :

- Pour les impayés de crédits amortissables :
 - Entre 31 et 89 jours de retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 2.
 - Au-delà de 90 jours retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 3.

- Pour les dépassements d'autorisations de découvert :

- Entre 31 et 89 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 2.
- Au-delà de 90 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 3.

- Pour les restructurés sortis du défaut, l'engagement est classé en Bucket 2 pendant 2 ans.

6.2.4 Méthodologie de classification sur les périmètres Non rétail

Tout comme le Retail, la norme IFRS 9.2 introduit la classe « Sensible » (S2) pour les contreparties Non Retail dès lors qu'elles nécessitent une surveillance spécifique au vu de certains facteurs traduisant la détérioration de leur qualité de crédit.

L'évaluation de ce risque de crédit pour les contreparties Non Retail est réalisée à la « maille client » et se base sur plusieurs types de critères permettant de déterminer la Watchlist, base des contreparties sensibles Non Retail.

L'enjeu étant d'identifier rapidement les contreparties Non Retail en situation sensible avant qu'elles ne basculent en défaut et ainsi améliorer le taux de prédictivité du passage en défaut.

Société Générale Maroc se base sur plusieurs critères pour décider du caractère sensible de la contrepartie :

- **Un critère qualitatif** : qui résulte de la relation commerciale directe avec le client (exemple : baisse significative des revenus, forte dépréciation de la valeur des actifs, dépassements répétés d'une autorisation de crédit, changement significatif de l'actionnariat ou de la direction de l'entreprise.).
- **Des critères quantitatifs** discutés lors de comités des sensibles dont le but est de décider l'entrée/sortie en sensible des contreparties Non Retail.

Application au 1^{er} janvier 2018

Les nouvelles dispositions relatives aux dépréciations sont appliquées de manière rétrospective. Les impacts de l'application de la norme IFRS 9 chez le groupe Société Générale Marocaine de Banques au 01/01/2018 ont été comptabilisés en contrepartie réserves.

7. PROVISIONS

7.1 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Évaluation :

La norme IAS 37 retient la même méthode d'évaluation des provisions pour risques et charges que le référentiel comptable marocain. Ainsi le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Critères de constitution d'une PRC :

- L'obligation actuelle envers un tiers.
- La forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- La fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

Options retenues :

Un seuil de 1 MMAD est retenu pour l'analyse des provisions pour risques et charges, l'actualisation est à effectuer si le montant est significatif.

Les provisions à caractères généraux et les provisions réglementées sont annulées.

7.2 IFRIC 21 « TAXES »

Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Les principales taxes qui ont donné lieu à un retraitement des états financiers pour la première application de cette interprétation ont été comptabilisées intégralement en résultat au 1^{er} janvier 2016.

7.3 IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Cette incertitude doit être reflétée dans les comptes consolidés.

Méthode de transition :

Le groupe Société Générale Maroc a opté pour l'approche partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres au bilan d'ouverture sur l'exercice 2019.

8. GOODWILL

Le Goodwill est constitué par l'ensemble des avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être individuellement identifiés et comptabilisés séparément. Il correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.

Après être évalué, il doit être comptabilisé à la date d'acquisition en tant qu'actif. Lorsque l'acquisition est réalisée par étape, le goodwill doit être calculé à chaque étape, sur la base de la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise à cette date.

L'amortissement du goodwill laisse la place en IFRS à un test de dépréciation, au minimum annuel.

Options retenues :

L'amortissement des goodwill est abandonné et des tests de dépréciation réguliers sont effectués.

Pour le traitement du Goodwill, la valeur nette comptable retenue est celle arrêtée au 31/12/2019.

9. AVANTAGES AU PERSONNEL

La norme IAS 19 identifie 4 catégories d'avantage du personnel :

- avantages à court terme, tels que les salaires, les rémunérations, les cotisations de sécurité sociale, les congés payés, les congés maladie, l'intéressement et les primes (s'ils sont payables dans les 12 mois suivants la fin de l'exercice) et les avantages non monétaires (tel que l'assistance médicale, le logement, les voitures et les biens ou services gratuits ou subventionnés) accordés au personnel en activité ;
- avantages postérieurs à l'emploi tels que les pensions de retraite et autres prestations postérieures à l'emploi, l'assurance-vie postérieure à l'emploi et l'assistance médicale postérieure à l'emploi ;
- avantages à long terme comprenant les congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, jubilés ou autres avantages liés à l'ancienneté, indemnité d'incapacité de longue durée et, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la fin de l'exercice, l'intéressement, les primes et rémunérations différées.
- indemnités de fin de contrat de travail.

Régimes à cotisations définies :

Dans les régimes à cotisations définies, l'employeur paye des cotisations fixes à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pour l'exercice et les exercices antérieurs. La norme impose à l'entité de comptabiliser les cotisations versées au régime à contributions définies lorsque le membre du personnel a rendu des services en échange de ces cotisations.

Régimes à prestations définies :

Les régimes à prestations définies peuvent être non financés, ou partiellement ou intégralement financés. La norme impose à l'entité :

- De comptabiliser non seulement son obligation juridique mais aussi toute obligation implicite générée par les pratiques passées de l'entité.
- De déterminer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes avec une régularité suffisante pour que les montants comptabilisés dans les états financiers ne diffèrent pas de façon significative des montants qui auraient été déterminés à la date de clôture.
- D'utiliser la méthode des unités de crédit projetées pour évaluer ses obligations et ses coûts.
- D'affecter les droits à prestations aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations du régime.
- D'utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques et financières.
- De déterminer le taux d'actualisation par référence à un taux du marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.
- De déduire la juste valeur des éventuels actifs du régime montant comptable de l'obligation.

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » :

Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » rendent obligatoire l'enregistrement en Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans qu'ils puissent être reclassés ultérieurement en résultat. Par ailleurs, en cas de modification de plan, ces amendements entraînent la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres.

Options retenues :

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, le groupe n'applique plus la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements et reconnaît au bilan l'intégralité des réévaluations des régimes post emploi à prestations définies.

Par ailleurs, et conformément à l'option prévue dans IFRS 1, les réestimations des écarts actuariels à la date de transition ont été comptabilisées directement en capitaux propres, sans possibilité de recyclage en résultat.

AVANTAGES AU PERSONNEL	31/12/2019	31/12/2018
Indemnités Fin de Carrière	230 747	215 971
Avantages Post Emploi	41 361	24 848
Prime de fidélisation	211 300	161 245
Total	483 408	402 065

Le taux d'actualisation appliquée est de 3,31%.

10. DÉRIVÉS

Change à terme

Les opérations de change sont enregistrées dans le bilan à la date de l'engagement et non plus dans le hors bilan, même si la juste valeur à l'initiation est nulle pour la quasi-totalité des contrats (juste valeur nulle pour des contrats fermes initiés à des conditions de marché).

Les opérations de change spot donnent lieu à comptabilisation directement au bilan avec réévaluation comme pour le cas des normes marocaines.

Toutes les opérations de change à terme sont suivies en valeur de marché.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'effectue pas d'opérations de couverture.

L'ensemble des opérations de change réalisées est classé en instruments en juste valeur par résultat.

11. IMPÔTS DIFFÉRÉS

L'impôt différé gomme les distorsions pouvant exister entre :

- les valeurs bilantielles comptables et les valeurs bilantielles fiscales ;
- le résultat sociale et le résultat fiscal ;
- le résultat social et le résultat IAS.

L'impôt recalculé représente finalement le résultat courant et le résultat différé.

Un impôt différé passif doit être pris en compte pour toutes les différences temporelles imposables puisqu'il s'agit d'une dette future d'impôt.

Les impôts différés actifs, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

L'actualisation est interdite

Les actifs et les passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la clôture.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31/12/2019

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2019

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Caisse et banques centrales	5 245 168	4 216 583
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 832 360	2 366 033
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	2 445 075	1 977 841
- Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat	387 285	388 192
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-
Prêts et créances sur les ec et assimilés au coût amorti	3 903 434	4 019 442
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	87 399 474	81 861 597
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Titres au coût amorti	5 115 272	3 556 468
Actifs d'impôts courants	1 170 185	1 518 049
Actifs d'impôts différés	1 592 245	1 587 886
Comptes de régularisation et actifs divers	911 460	706 461
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	370 295	190 697
Immuebles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	2 209 594	1 847 907
Immobilisations incorporelles	417 598	429 671
Écarts d'acquisition	291 692	252 005
TOTAL ACTIF	111 458 778	102 552 798

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	4 846 458	4 716 307
Intérêts et charges assimilés	-1 225 483	-1 150 138
MARGE D'INTÉRÊT	3 620 976	3 566 169
+ Commissions (produits)	1 472 354	1 415 527
+ Commissions (charges)	-245 626	-331 639
MARGE SUR COMMISSIONS	1 226 728	1 083 888
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	73 335	55 964
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	59 230	29 941
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	14 105	26 023
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	2 174	2 081
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste va	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs	-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance	-	-
+Produits des autres activités	99 314	101 514
- Charges des autres activités	-62 522	-79 429
Produit net bancaire	4 960 005	4 730 188
- Charges générales d'exploitation	-2 236 338	-2 150 371
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-292 628	-210 317
Résultat brut d'exploitation	2 431 038	2 369 500
- Coût du risque de crédit	-513 521	-628 608
Résultat d'exploitation	1 917 517	1 740 892
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des contreparties mises en équivalence	55 210	29 357
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	1 500	42 141
+/- Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôts	1 974 227	1 812 390
- Impôts sur les résultats	-730 806	-665 755
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RÉSULTAT NET	1 243 421	1 146 634
Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	66 716	54 462
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 176 705	1 092 172

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET DES RÉSULTATS PAR ACTION AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Capital appelé	2 050 000	2 050 000	2 050 000
Nombre d'actions	20 500	20 500	20 500
Résultat part du groupe	1 176 705	1 092 172	970 823
Résultat par action (KMAD)	57	53	47

COMMISSIONS NETTES AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	1 242 174	-245 626	996 549
avec les établissements de crédit	-	-	-
avec la clientèle	568 575	-65 001	503 574
Sur titres	33 249	-5 633	27 616
De change	640 351	-174 992	465 359
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	230 180	-	230 180
produits nets de gestion d'OPCVM	9 989	-	9 989
produits nets sur moyen de paiement assurance	168 268	-	168 268
autres	3 854	-	3 854
autres	48 069	-	48 069
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	1 472 354	-245 626	1 226 728

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	34 128	16 315
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	34 128	16 315
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 044 545	3 359 529
Dettes envers la clientèle	65 352 042	64 098 520
Titres de créance émis	17 483 380	12 275 970
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	1 220 714	1 108 870
Passifs d'impôt différé	652 502	476 716
Comptes de régularisation et autres passifs	4 734 421	4 559 117
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	1 009 846	970 985
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3 633 462	4 104 449
Capitaux propres	12 293 738	11 582 326
Capital et réserves liées	9 765 416	9 211 560
Réserves consolidées	1 284 901	1 224 131
- Part du groupe	630 880	545 031
- Part des minoritaires	654 021	679 101
Gains ou pertes latents ou différés	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
- Part du groupe	-	-
- Part des minoritaires	-	-
Résultat de l'exercice	1 243 421	1 146 634
- Part du groupe	1 176 705	1 092 172
- Part des minoritaires	66 716	54 462
TOTAL PASSIF	111 458 778	102 552 798

MARGE D'INTÉRÊTS AU 31/12/2019

	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	4 685 788	559 036	4 126 752	4 550 184	615 321	3 934 863
Comptes et prêts/emprunts	4 160 709	538 807	3 621 902	4 033 496	604 310	3 429 186
Opérations de pensions	100	3 045	-2 945	98	4 019	-3 921
Opérations de location-financement	524 979	17 184	507 795	516 590	6 992	509 598
Opérations interbancaires	160 670	666 446	-505 776	166 123	534 817	-368 694
Comptes et prêts/emprunts	50 268	650 721	-600 453	55 040	522 116	-467 076
Opérations de pensions	110 402	15 725	94 677	111 083	12 701	98 382
Emprunts émis par le groupe	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de transactions	-	-	-	-	-	-
Titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Prêts/emprunts	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus jusqu'à échéance	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	4 846 458	1 225 483	3 620 976	4 716 307	1 150 138	3 566 169

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Comptes à vue	166 576	259 252
Emprunts	3 827 901	3 100 277
Opérations de pension	1 050 068	-
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 044 545	3 359 529

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires créditeurs	46 358 013	46 140 834
Comptes à terme	6 110 851	5 957 439
Comptes d'épargne à taux administré	9 845 966	9 713 568
Bons de caisse	2 148 662	2 286 680
Opérations de pension	888 550	-
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	65 352 042	64 098 520

IMMOBILISATIONS AU 31/12/2019

	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	2 091 443	-712 654	1 378 789	1 735 713	-670 578	1 065 135
Équip. mobilier, installation	1 812 298	-1 283 388	528 910	1 732 297	-1 258 167	474 130
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	303 071	-1 176	301 895	308 642	-	308 642
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 206 812	-1 997 218	2 209 594	3 776 652	-1 928 745	1 847 907
Logiciels informatiques acquis	1 244 754	-926 981	317 773	976 650	-821 362	155 287
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	99 824	-	99 824	274 383	-	274 383
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 344 578	-926 981	417 598	1 251 033	-821 362	429 671
TOTAL IMMOBILISATIONS	5 551 390	-2 924 199	2 627 192	5 027 685	-2 750 107	2 277 578

INFORMATION SECTORIELLE AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	Banque de détail et de financement	Leasing	Total
Marge d'intérêt	3 273 786	347 190	3 620 976
Marge sur commissions	1 225 674	1 054	1 226 728
Produit net bancaire	4 610 812	349 193	4 960 005
Résultat brut d'exploitation	2 142 453	288 585	2 431 038
Résultat d'exploitation	1 671 474	246 043	1 917 517
Résultat net	1 039 242	204 179	1 243 421
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	972 526	204 179	1 176 705

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	
Actifs d'impôts courants	1 170 185	1 518 049	
Actifs d'impôts différés	1 592 245	1 587 886	
Actifs d'impôts courants et différés	2 762 430	3 105 935	
Passifs d'impôt exigible	1 220 714	1 108 870	
Passifs d'impôt différé	652 502	476 716	
Passifs d'impôts courants et différés	1 873 216	1 585 586	

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ASSIMILÉS IFRS 9 AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	
Comptes à vue	1 574 773	2 194 922	
Prêts	2 331 806	1 829 694	
Opérations de pension	-	-	
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS AVANT DÉPRÉCIATION	3 906 580	4 024 616	
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-3 146	-5 174	
Bucket 1	-3 146	-5 174	
Bucket 2	-	-	
Bucket 3	-	-	
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS NETS DE DÉPRÉCIATION	3 903 434	4 019 442	

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	
Comptes ordinaires	7 198 087	7 436 492	
Prêts consentis à la clientèle	78 175 219	72 636 446	
Opérations de pension	-	-	
Opérations de location-financement	12 346 527	11 910 769	
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRÉCIATION	97 719 833	91 983 707	
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-10 320 359	-10 122 110	
Bucket 1	-791 660	-755 925	
Bucket 2	-280 210	-421 127	
Bucket 3	-9 248 489	-8 945 057	
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRÉCIATION	87 399 474	81 861 597	

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31/12/2019

Société	Activité	% Contrôle	% Intérêts	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DES BANQUES	Bancaire	100,00%	100,00%	IG
INVESTIMA	Société de participation	48,04%	48,04%	IG
SOGECAPITAL BOURSE	Intermédiation en bourse	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	99,94%	99,94%	IG
SOGECAPITAL PLACEMENT	Gestion d'actifs	99,96%	99,96%	IG
SOGELEASE	Leasing	100,00%	100,00%	IG
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE	Bancaire	99,92%	99,92%	IG
SOGEFINANCEMENT	Crédit à la consommation	100,00%	100,00%	IG
ATHENA COURTAGE	Courtage d'assurance	96,93%	96,93%	IG
FONCIMMO	Activité immobilière	100,00%	100,00%	IG
SOGCONTACT	Centre d'appel	99,83%	99,83%	IG
CRÉDIT EQDOM	Crédit à la consommation	56,82%	55,21%	IG
LA MAROCAINE VIE*	Assurances	49,01%	49,01%	MEE
ALD AUTOMOTIVE	LOCATION LONGUE DURÉE	15,00%	15,00%	MEE

IG : Intégration globale - MEE : Mise en équivalence
*Changement du taux de contrôle suit à l'acquisition de nouvelles actions courant l'année 2019

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	
Actions et autres titres à revenu variable	73 918	59 747	
Titres de participation non consolidés	313 367	328 445	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	387 285	388 192	

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2018	Dotations	Reprise disponible
Provisions pour engagement par signature	469 623	69 262	-48 561
Bucket 1	101 294	-	-45 131
Bucket 2	60 154	-	-40 922
Bucket 3	308 175	69 262	37 492
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	402 065	73 069	-19 332
Autres provisions pour risques et charges	99 297	23 596	-25 793
Provisions pour risques et charges	970 985	165 927	-93 686

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôts	1 974 227	1 812 390
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	292 628	212 228
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	-5 671	-6 290
+/- dotations nettes aux provisions	221 911	177 202
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-55 210	-29 357
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-11 134	-18 212
+/- autres mouvements	373	-41 554
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	442 897	294 018
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1 264 243	519 046
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	-4 455 786	-2 143 693
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	3 207 131	2 253 608
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	198 733	-28 985
- Impôts versés	-629 581	-513 875
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-415 260	86 101
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	2 001 865	2 192 508
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	-189 660	-751 668
+/- flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-431 184	-285 177
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-620 844	-1 036 845
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-318 356	-244 495
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-470 987	712 111
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-789 343	467 616
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-90 576	5 348
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	501 102	1 628 627
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	6 152 299	4 523 675
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	4 216 580	4 453 638
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 935 719	70 037
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6 653 401	6 152 302
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	5 245 168	4 216 583
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 408 232	1 935 719
Variation de la trésorerie nette	501 102	1 628 627

COÛT NET DU RISQUE AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Dotations aux provisions	-1 415 183	-1 982 903
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 299 755	-1 811 670
Bucket 1	-37 856	-51 043
Bucket 2	-	-5 029
Bucket 3	-1 261 899	-1 755 598
Provisions engagements par signature	-69 262	-120 947
Bucket 1	-	-6 669
Bucket 2	-	-3 531
Bucket 3	-69 262	-110 747
Autres provisions pour risques et charges	-46 166	-50 286
Reprises de provisions	1 260 959	1 852 593
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	1 103 634	1 699 009
Bucket 1	10 719	6 364
Bucket 2	139 837	216 581
Bucket 3	953 078	1 476 064
Reprises de provisions engagements par signature	109 694	113 350
Bucket 1	45 131	-
Bucket 2	40 922	5 395
Bucket 3	23 641	107 955
Reprise des autres provisions pour risques et charges	47 631	40 234
Variation des provisions	-359 297	-498 298
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-57 932	-35 248
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-306 381	-464 910
Récupérations sur prêts et créances amorties	25 659	44 290
Autres pertes	-20 643	-42 430
COÛT DU RISQUE	-513 521	-628 608

TITRES AU COÛT AMORTI AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2019	31/12/2018	
Effets publics et valeurs assimilées	5 094 202	3 527 573	
Obligations et autres titres à revenu fixe	21 537	34 753	
Titres subordonnés	-	-	
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI AVANT DÉPRÉCIATION	5 115 739	3 562 326	
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-467	-5 858	
Bucket 1	-467	-5 858	
Bucket 2	-	-	
Bucket 3	-	-	
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI NET DES DÉPRÉCIATIONS	5 115 272	3 556 468	

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams									
Tableau de variation des capitaux propres	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres	
Capitaux propres clôture : 01/01/2018	2 050 000	6 687 321	-	1 366 162	-	10 103 483	107 690	10 211 173	
Opération sur capital	-	474 239	-	-474 239	-	-	-	-	
Dividendes	-	-	-	-287 000	-	-287 000	-1 601	-288 601	
Résultat de l'exercice	-	-	-	1 092 172	-	1 092 172	54 462	1 146 634	
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	156 382	-	156 382	-30 888	125 494	
Variation de périmètre	-	-	-	-216 275	-	-216 275	603 900	387 626	
Capitaux propres clôture : 31/12/2018	2 050 000	7 161 560	-	1 637 202	-	10 848 762	733 563	11 582 326	
Opération sur capital	-	553 856	-	-553 856	-	-	-	-	
Dividendes	-	-	-	-369 000	-	-369 000	-59 596	-428 596	
Résultat de l'exercice	-	-	-	1 176 704	-	1 176 704	66 716	1 243 421	
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	-247 627	-	-247 627	-5	-247 632	
Variation de périmètre	-	-	-	164 162	-	164 162	-19 942	144 220	
Capitaux propres clôture : 31/12/2019	2 050 000	7 715 416	-	1 807 585	-	11 573 001	720 737	12 293 738	

CONTRATS DE LOCATION AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams				
ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION	31/12/2019	31/12/2018		
Immobilisations corporelles	2 209 594	1 847 907		
Dont : droits d'utilisation des contrats de location	326 460	-		
PASSIFS AU TITRE DE DETTES LOCATIVES	31/12/2019	31/12/2018		
Comptes de régularisation et autres passifs	4 734 421	4 559 117		
Dont : dettes locatives	186 780	-		
DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION	31/12/2019	31/12/2018		
Intérêts et charges assimilées	-1 225 483	-1 150 138		
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-11 395	-		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-292 628	-210 317		
dont : dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-44 280	-		
CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR)	01/01/2019	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	31/12/2019
Valeur brute	318 209	24 335	-1978	345 086
Amortissements et dépréciations	-	-38 819	246	-38 573
TOTAL IMMOBILIER	318 209	-14 484	-1732	306 513
Valeur brute	6 915	16 962	-1210	25 189
Amortissements et dépréciations	-	-5 461	219	-5 242
TOTAL MOBILIER	6 915	11 501	-991	19 947
TOTAL DROITS D'UTILISATION	325 124	-2 983	-2 723	326 460

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JV AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams			
	31/12/2019	31/12/2018	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	73 335	28 766	
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	59 230	10 774	
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	14 105	17 992	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-	

ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS ET REÇUS AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	31/12/2019	31/12/2018	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	-	-	
Aux établissements de crédit	-	-	
À la clientèle	5 412 851	4 961 923	
Ouverture de crédit	-	-	
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-	
Total des engagements de financement donnés	5 412 851	4 961 923	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS REÇUS	-	-	
des établissements de crédit	283 674	1 932 605	
de la clientèle	-	-	
Total des engagements de financement reçus	283 674	1 932 605	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	31/12/2019	31/12/2018	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	-	-	
D'ordre des établissements de crédit	3 638 138	5 026 636	
D'ordre de la clientèle	9 790 058	9 626 647	
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	-	-	
Autres garanties d'ordre à la clientèle	-	-	
Total des engagements de garantie donnés	13 428 196	14 653 284	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	-	-	
des établissements de crédit	4 823 385	9 870 710	
de l'état et d'autres organismes de garantie	2 870 546	3 557 743	
Total des engagements de garantie reçus	7 693 932	13 428 453	

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams						
	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	3 906 580	-	-	-3 146	-	-
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	84 449 700	2 462 991	10 807 143	-791 660	-280 210	-9 248 489
Titres de dettes au coût amorti	5 115 739	-	-	-467	-	-
Engagements Hors Bilan	17 706 149	300 728	834 169	-56 163	-19 233	-356 763

COMPTES DE RÉGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams			
	31/12/2019	31/12/2018	
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	-	-	
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-	
Comptes d'encaissement	-	-	
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-	
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	170 964	92 389	
Autres débiteurs et actifs divers	740 496	614 072	
Total des comptes de régularisation et actifs divers	911 460	706 461	
Dépôts de garantie reçus	-	-	
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	67	89	
Comptes d'encaissement	-	-	
charges à payer et produits constatés d'avance	1 184 707	1 159 560	
Dettes locatives	186 780	-	
Autres créiteurs et passifs divers	3 362 868	3 399 468	
Total des comptes de régularisation et passifs divers	4 734 421	4 559 117	

ÉCARTS D'ACQUISITION AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams			
	31/12/2019	31/12/2018	
Valeur brute comptable en début de période	400 200	227 226	
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période	-148 195	-165 978	
Valeur nette comptable en début de période	252 005	61 248	
Acquisitions	39 687	172 974	
Cessions	-	-	
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-	-	
Écarts de conversion	-	-	
Filiales précédemment mises en équivalence	-	-	
Autres mouvements	-	17 783	
Valeur brute comptable en fin de période	439 887	400 200	
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-148 195	-148 195	
Valeur nette comptable en fin de période	291 692	252 005	

PARTIES LIÉES AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams			
Entreprises consolidées par intégration globale			
Actif			
Prêts, avances et titres	-	-	-5 009 306
Comptes ordinaires	-	-	-1 359 911
Prêts	-	-	-3 533 296
Titres	-	-	-116 099
Opérations de location financement	-	-	-
Actifs divers	-	-	-55 235
Total	-	-	-5 064 541
Passif	-	-	-
dépôts	-	-	-4 893 207
Comptes ordinaires	-	-	-1 449 503
Autres emprunts	-	-	-3 443 704
dettes représentées par un titre passif divers	-	-	-171 334
Total	-	-	-5 064 541
Engagements de financement et de garantie	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-
Engagements reçus	-	-	-
Intérêts et produits assimilés	-	-	-173 304
Intérêts et charges assimilés	-	-	174 972
Commissions (produits)	-	-	-24 308
Commissions (charges)	-	-	405
Prestations de services données	-	-	-16 969
Prestations de services reçues	-	-	-
Loyers reçus	-	-	-3 168
Autres	-	-	42 372

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2019

En milliers de Dirhams			
	31/12/2019	31/12/2018	
Autres dettes représentées par un titre	17 483 380	12 275 970	
titres de créances négociables	17 269 844	12 113 736	
emprunts obligataires	213 536	162 234	
Dettes subordonnées	3 633 462	4 104 449	
emprunt subordonné	-	-	
à durée déterminée	-	-	
à durée indéterminée	-	-	
titres subordonnés	-	-	
à durée déterminée	3 633 462	4 104 449	
à durée indéterminée	-	-	
Total	21 116 842	16 380 419	

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS AU 31/12/2019

	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'assurance	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immobilisations en location simple	3 413	-	3 413	1 623	-	1 623
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	-	-	-	-	-	-
Autres produits	95 901	-62 522	33 379	99 891	-79 429	20 462
Total	99 314	-62 522	36 792	101 514	-79 429	22 085

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Charges de personnel	-1 268 115	-1 224 081
Impôts et taxes	-55 074	-50 997
Charges externes	-946 788	-863 137
Autres charges générales d'exploitation	33 638	-12 156
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-292 628	-210 317
Charges générales d'exploitation	-2 528 967	-2 360 688

ÉTATS CONSOLIDÉS NÉANT AU 31/12/2019

État de résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Immeubles de placement

CHARGE NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AU 31/12/2019

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2019	31/12/2018
Charges d'impôts courant	-629 581	-513 875
Charge nette d'impôt différé de l'exercice	-101 226	-151 881
Charge nette d'impôt sur les bénéfices	-730 806	-665 755

ÉTAT D'ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE AU 31/12/2019

L'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de COVID 19 n'entraîne pas d'ajustements des comptes au 31 décembre 2019 et ne remet pas en cause la continuité d'activité de la société. Des travaux sont en cours pour estimer l'impact sur les prévisions budgétaires.

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

La démarche de la Société Générale Marocaine de Banques en matière de gestion des risques s'inscrit dans le cadre réglementaire en vigueur, et dans celui des meilleures pratiques définies au niveau international, qui déterminent largement les procédures internes du Groupe en matière des Risques et de Contrôle Interne.

Le Groupe a défini une politique de gestion des risques, en conformité avec les recommandations du comité de Bâle II et qui s'intègre dans le cadre de la politique du Groupe Société Générale.

Cette politique globale vise au pilotage et à la maîtrise de tous les risques inhérents à l'activité bancaire : Risques de Contrepartie, Risques de Marchés, Risques Structurels, Risques Opérationnels, Risque de Conformité, et au dispositif de Contrôle Interne qui sous-tend l'exercice effectif du pilotage des risques.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE en tant qu'organe d'administration, a institué deux Comités chargés de l'assister en matière de Risques et de Contrôle Interne :

- LE COMITE DES RISQUES, en charge des risques de contrepartie, des risques de marché et des risques structurels ;
- LE COMITE D'AUDIT, qui, outre la validation des comptes du Groupe, est en charge du pilotage des Risques Opérationnels et du Contrôle Interne.

1. RISQUE DE CRÉDIT

1.1. Organisation de la filière Risque de Crédit

La filière Risques de Crédits est du ressort de la Direction des Risques et de la Direction du Recouvrement, indépendantes des Pôles et Métiers, et rattachées directement au Directoire.

La Direction des Risques couvre l'ensemble des aspects relatifs à l'octroi des crédits et à la surveillance des engagements.

La Direction du Recouvrement est en charge du recouvrement précontentieux et contentieux. L'octroi du crédit est exercé en fonction de limites d'autorisations déléguées aux divers intervenants.

On distingue divers échelons d'autorisation en fonction des montants, de la nature des crédits, de la notation des clients :

- Les Directions Régionales ;
- La Direction des Risques ;
- Le Comité et les Sous Comités des Engagements ;
- La Commission des Crédits.

1.2. Rôle de la Direction des Risques

La Direction des Risques est autonome par rapport aux unités opérationnelles. Il lui appartient de veiller au respect des conditions d'octroi des crédits et ensuite de surveiller le bon déroulement des opérations de crédits.

Les missions permanentes de la Direction des Risques :

- Evaluer les risques de crédits (clients, contrepartie et transaction) attachés à une opération ;
- Contrôler la cohérence des décisions prises ;
- Recommander les modifications de structure et les protections souhaitables pour rester en conformité avec la Politique de Risque du Groupe ;
- Communiquer son avis sur l'acceptabilité de ces risques en rédigeant une évaluation de crédit dûment motivée et explicitée.

1.2.1. Surveillance des risques

La Direction des risques doit aussi assurer une surveillance des risques qui :

- Détecte le plus tôt possible les irrégularités (non renouvellement d'autorisations, prise d'engagements non autorisés, dépassements d'autorisations, non constitution de garanties exigées, etc.) et en informe les responsables de la Direction des Risques et des entités.
- Détecte les engagements à classer en créances sensibles en vue d'en assurer un suivi rapproché.
- Détecte les engagements en défaut en vue de leur déclassement en créances en souffrance et à leur provisionnement suivant les critères réglementaires par la Direction du recouvrement.
- Audite les risques pris par les agences et les Directions Régionales dans le cadre de leurs limites déléguées.

La Direction des Risques a également pour mission de vérifier l'efficacité de la Filière Risques mise en place dans les Directions Régionales et le respect des instructions en vigueur relatives à l'octroi des crédits et à la surveillance des risques.

1.3. Rôle de la Direction du Recouvrement

La Direction du Recouvrement doit gérer le recouvrement des créances compromises :

- en charge de la politique et de l'organisation du recouvrement ;
- traitement de tous les dossiers (clientèle commerciale et clientèle privée) ;
- gestion des provisions en liaison avec la Direction des risques ;
- assure l'ensemble des tâches administratives liées à la fonction (reporting, comités de crédit, relations avec les autorités et auxiliaires de justice, ...).

1.4. Les Notations

Lors de la décision d'octroi des crédits, les clients de la banque font l'objet d'une notation, définie suivant les standards Société Générale et périodiquement mise à jour. Celle-ci a pour but :

- D'aider à la prise de décision,
- De permettre de suivre l'évolution de la qualité du risque sur la contrepartie,
- De déterminer l'étendue des délégations pour l'octroi des concours ;
- D'apprécier la qualité des risques sur un portefeuille donné.

2. RISQUE DE MARCHÉ

Le risque marché se définit comme étant le risque de perte ou de dévalorisation des positions détenues pour compte propre en instruments négociés sur un marché. La formation de prix fréquents sur les marchés permet de constater facilement une perte réalisée ou potentielle.

2.1. Risque de change

Ce risque correspond au risque de variation d'une position ou d'un instrument financier du fait des fluctuations des cours de devises sur le marché.

L'avènement du marché des changes et l'élargissement du marché monétaire ont amené le Groupe à se doter de structures spécifiques répondant aux standards internationaux.

Selon les règles du Groupe Société Générale, ce risque est mesuré en Conditional Value at Risk (CVaR), qui répond mieux aux exigences de Bâle II. Il s'agit là d'un risque de contrepartie à la charge des clients.

Afin de maîtriser ce risque, des limites sont fixées. Celles-ci sont de deux types: des limites en valeur nominale et des limites en « stress test ».

2.2. Gestion des limites

Les limites mises en place pour maîtriser les risques de change sont issues des instructions de Bank Al Maghrib régissant la tenue des positions en devises et le respect du « stop loss » fixé à 3% de la valeur d'une devise.

En plus des limites réglementaires, des limites internes en nominal et stress test sont fixées par la maison mère sur les positions intraday et over night.

2.3. Risque règlement-livraison

C'est le risque de non paiement des sommes en attente de réception. Il se mesure par la valeur des flux à recevoir. Il naît dans le cas d'opérations donnant lieu à échanges simultanés et réciproques à la date d'irrévocabilité de notre ordre de paiement et s'éteint à la date de constat de la réception (ou non) des fonds.

Ce risque est dû à l'intervalle de temps requis pour le transfert de fonds (décalage horaire, plages d'ouverture des systèmes de règlement locaux, organisation interne pour l'envoi des fonds et le pointage des paiements reçus).

Afin de distinguer les risques afférents aux opérations à très court terme pour lesquelles une réactivité en cas de dépassement doit être immédiate, des risques afférents aux opérations à plus long terme, il est apparu nécessaire de les distinguer suivant la proximité de règlement :

- le risque de livraison immédiat est le risque instantané supporté sur une contrepartie ;
- le risque de livraison différé est le risque engendré par les opérations à terme. C'est un risque potentiel qui deviendra effectif uniquement lorsqu'une opération arrivera à maturité. A ce moment là, le risque de livraison différé se transforme donc en risque de livraison immédiat.

3. RISQUES STRUCTURELS

Les principaux risques structurels sont :

- le risque de taux
- le risque de liquidité

Pour la gestion structurelle des risques de taux et de liquidité, le Groupe adopte une approche dynamique, dans laquelle toutes les données sont mises à jour trimestriellement. Il s'agit d'une modélisation automatique des emplois et des ressources.

Le suivi des risques structurels est assuré par le Groupe Société Générale à travers un reporting trimestriel « Risques structurels ».

L'établissement de ce reporting est du ressort de la Direction Financière. Ce reporting est analysé régulièrement par le Comité Financier, comité instauré par la Banque depuis mai 2004, dont le rôle est de définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes de la banque en matière de gestion globale des ressources et des emplois générés par ses activités commerciales.

Un ensemble d'objectifs a été fixé à cette instance :

- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle.
- Améliorer le coût de la collecte des ressources ;
- Prévoir et contrecarrer les impasses de liquidité et de taux ;
- Optimiser la gestion du portefeuille de titres de placement ;
- Développer la démarche de gestion Actif - Passif.

Les Risques de taux et de liquidité sont suivis également par Bank Al Maghrib.

3.1. Le risque global de taux d'intérêt

Ce risque correspond au risque de variation de la valeur des positions globales de la banque (net actif-passif par nature de taux) ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un ensemble d'instruments financiers du fait de l'évolution des taux d'intérêt de marché.

3.2. Le risque de liquidité

3.2.1. Modalités et procédures de suivi

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la Salle des Marchés de la Banque à travers un calcul quotidien du gap de trésorerie en fonction de la Réserve Monétaire Bank Al Maghrib (solde du compte Bank Al Maghrib), des flux entrant et sortant des agences et des prêts/emprunts quotidiens sur le Marché Monétaire.

Un Comité Hebdomadaire de Trésorerie, présidé par un membre du Directoire, prend les décisions de gestion de la liquidité à court terme (levées de liquidité, prêts/emprunts sur le Marché Monétaire,...). Il est animé conjointement par la Direction Financière et par la Salle des Marchés.

La gestion de la liquidité structurelle est assurée par la Direction Financière à travers :

- Le calcul des gaps de liquidité sur chaque maturité, et de la sensibilité du bilan ;
- La présentation, au Comité Financier, du tableau de bord ALM incluant le gap de liquidité ainsi que les flux prévisionnels de trésorerie, permettant de mesurer l'exposition de la Banque au risque de liquidité.

3.2.2. Limites fixées en matière de risque de liquidité et modalités de leur révision

La banque s'impose une limite en termes de cash (montant maximum à emprunter sur le marché monétaire pour financer son gap quotidien de trésorerie), et de gap de liquidité.

Les limites sont fixées pas le Comité Financier et approuvées par le Comité d'Audit.

4. RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel (RO) est défini comme le risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance de procédures, de personnes, de systèmes internes ou résultant d'événements extérieurs (catastrophes, incendie, agressions...)

La fonction RO vise à mesurer et suivre les risques opérationnels avérés et potentiels et à mettre en œuvre les actions correctives afin d'en limiter l'étendue.

Pour une meilleure optimisation de sa gestion des RO et afin de remplir les exigences prudentielles renforcées dans le cadre des accords de Bâle (dispositif Bâle II), Le Groupe a mis en place une Cellule Surveillance Permanente (SP), Risques Opérationnels et Conformité directement rattachée au Directoire.

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISoire CONSOLIDÉE



GRUPE SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION PROVISoire CONSOLIDEE

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales (Groupe Société Générale Marocaine de Banques) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 12.293.738 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 1.243.421 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Société Générale Marocaine de Banques arrêtés au 31 Décembre 2019, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 30 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT



Sakina BENSOUA-KORACHI
Associée